

« La mort de Giuliano Bignasca survient à un moment clé »

Denis Masméjan



Le politologue Oscar Mazzoleni, spécialiste des populismes, analyse le succès et l'héritage laissé par le cofondateur de la Lega dei Ticinesi.

LES LIENS

- Emotion au Tessin après la mort de Giuliano Bignasca
- Populisme et pouvoir, le paradoxe léguiste (03.02.2011)
- **Archive.** Il y a vingt ans, le procès du système Bignasca («LNQ», 26.01.1993)
- **Archive.** «Le desperado de la Lega», par Yves Petignat («Le Nouveau Quotidien», 29.07.1992)

Le cofondateur de la Lega dei Ticinesi, Giuliano Bignasca, est mort à Lugano dans la nuit de mercredi à jeudi. Il avait 68 ans. Il avait créé la Lega en 1990 avec Flavio Maspoli, disparu en 2007. Ses provocations, ses coups de gueule, les attaques souvent grossières et misogynes proférées au travers de son journal, *Il Mattino della domenica*, sans oublier ses démêlés avec la justice, avaient fait de lui un personnage sulfureux. Spécialiste des mouvements populistes, le politologue Oscar Mazzoleni, directeur de l'Observatoire de la vie politique régionale de l'Université de Lausanne, analyse le succès du «Nano» et l'héritage qu'il laisse.

Le Temps: Pourquoi Giuliano Bignasca était-il aussi populaire?

Oscar Mazzoleni: Pour plusieurs raisons. D'abord par sa ténacité de militant engagé, sa capacité à rompre avec l'establishment, et à mêler adroitement l'action politique avec la création et la gestion d'un journal, qui permettait à son mouvement d'être en campagne permanente. Sans oublier non plus son côté humain, une aptitude à entretenir des relations humaines fortes avec ses adversaires.

- Sa vulgarité n'était-elle pas un repoussoir?

– Il faut bien comprendre une chose. Les gros mots font partie de la langue italienne davantage que du français. Ils appartiennent à la langue parlée au quotidien. Ce qu'a fait Bignasca, c'est rendre cette langue quotidienne «buvable» sur le plan politique. Ce langage lui permettait aussi de se démarquer, de désacraliser la politique, de montrer que le roi est nu. Cela faisait partie de son côté Grand-Guignol. Si l'on regarde Bignasca à travers les codes de la bienséance, on ne comprend pas une partie de son succès.

– Comment le situer par rapport aux autres populismes européens, en particulier celui de la Ligue du Nord en Italie?

– Il existe évidemment toute une série de points communs: une attitude anti-establishment, l'hostilité aux institutions européennes, l'affirmation d'une identité régionale réputée comme menacée. La Lega partage d'ailleurs ces traits avec l'UDC et le Mouvement Citoyens genevois (MCG). Mais ce qui la rend très particulière, c'est une organisation très mince, une capacité de mobilisation au fond peu étendue territorialement si on la compare à celle de la Ligue du Nord italienne. La Lega dei Ticinesi n'a pas de secrétariat politique, pas d'assemblée de délégués, pas de membres officiels. La Lega, c'est son président à vie, Bignasca, les élus, d'abord le président du gouvernement cantonal, Marco Borradori, et le journal, qui appartient juridiquement à Bignasca. Là aussi, c'est très particulier. Quel journal lié à un parti en Suisse est un journal de boulevard gratuit parlant de sport à ses lecteurs le dimanche?

– La Lega lui survivra-t-elle?

– La mort de Giuliano Bignasca survient à un moment clé pour la Lega. Aux élections municipales du mois prochain, lui-même était candidat pour un nouveau mandat à l'exécutif de la Ville de Lugano, et Borradori, lui, brigue la mairie de Lugano. Un élu au gouvernement cantonal qui veut se faire élire dans un exécutif communal: c'est unique en Suisse. Pour le moment, savoir comment la Lega va gérer cette situation inédite n'est pas clair. Qui peut jouer désormais le rôle que jouait Bignasca, capable de tenir ensemble la composante plus populiste et la tendance institutionnelle, pour assurer la durée et le succès du parti? Si Bignasca est difficilement remplaçable, son héritage est désormais entre les mains de son fils, Boris, de son frère, Attilio, ainsi que d'autres personnalités influentes de la Lega que sont Borradori, le conseiller d'Etat Norman Gobbi et le conseiller national Lorenzo Quadri.